

[Français]

L'hon. M. Goyer: Monsieur le président, je crois qu'il faudra d'abord prendre connaissance du rapport du coroner qui, au premier chef, est responsable de faire une enquête dans cette affaire.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LA PUBLICITÉ RELATIVE AU NOUVEAU RÉGIME—LA VÉRACITÉ DES SLOGANS ET LE COÛT DE LA CAMPAGNE

[Traduction]

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, ma question concerne deux ministères, celui du Travail et celui de la Consommation et des Corporations. Je poserai donc ma question au premier ministre. Voudrait-il bien examiner une annonce payée par les contribuables et dans laquelle le gouvernement vante en ces termes les vertus du nouveau régime: «Les prestations d'assurance-chômage ont augmenté à compter du 27 juin. Et ce n'est qu'un début. C'est le début d'un changement important. On trouvera de plus amples renseignements dans notre brochure intitulée: Guide en matière d'assurance-chômage—Pour la gouverne des employés.» Le premier ministre voudrait-il vérifier l'exactitude de cette annonce et découvrir pourquoi les deniers publics ont servi à une pareille idiotie, alors que le gouvernement devrait s'efforcer de créer des emplois au lieu d'augmenter le nombre de chômeurs?

Des voix: Bravo!

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LE CAS DES ÉPOUSES ASSURANT LA SUBSISTANCE DE LEUR CONJOINT

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Étant donné que la Direction de l'impôt sur le revenu permet à un contribuable de se prévaloir d'une exemption de \$2,000 pour sa femme, sur la foi de sa déclaration qu'elle vit avec lui, tout en refusant à la femme le droit de faire une déclaration semblable à l'égard de son mari, la Direction a-t-elle l'intention de prendre des mesures en vue de mettre fin à cet exemple flagrant de distinction injuste à l'égard du sexe féminin?

• (2.40 p.m.)

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'orateur, je me ferai un plaisir d'examiner la question de l'honorable représentante, mais il me semble, au premier abord, qu'il s'agit là d'une question de politique fiscale, qui relève donc du ministre des Finances.

Mme MacInnis: Pourrais-je demander au ministre de se renseigner aussi pour savoir quelle preuve doit fournir une femme afin d'avoir droit à une exemption de \$2,000, lorsque c'est elle qui assure la subsistance de son mari?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Cette question supplémentaire devrait figurer au *Feuilleton*.

L'IMMIGRATION

LE MATELOT RUSSE RÉFUGIÉ AU CANADA—L'ÉTUDE DU CAS

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration si son ministère a l'intention d'accorder l'asile politique à Serge Kourdakov, le marin de 20 ans qui s'est échappé d'un bateau à Vancouver. Si oui, quand peut-on s'attendre à une déclaration à ce sujet?

M. l'Orateur: Si je me souviens bien, cette question a déjà été posée hier. Le ministre pourrait peut-être répondre, s'il peut donner des renseignements supplémentaires.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je ne puis donner aucun renseignement supplémentaire, mais je voudrais faire quelques remarques sur la manière dont on pourrait accorder un statut légal à ce marin russe. Nous ne pouvons certainement pas faire ce qu'a proposé l'honorable député. Comme je l'ai dit hier, nous aurons bientôt pris une décision.

* * *

[Plus tard]

LA SITUATION DE LA FEMME

LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE—LES MESURES LÉGISLATIVES ENVISAGÉES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle posée par la représentante de Vancouver-Kingsway mais elle s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Il me semblait qu'il lui appartenait d'examiner les recommandations de la Commission royale qui a enquêté sur la situation de la femme, ainsi que les diverses propositions contenues dans ce document. Compte-t-il faire rapport à la Chambre des résultats de cet examen? Peut-il nous dire quelles mesures législatives éventuelles sont envisagées pour donner suite à ces recommandations?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas encore en mesure de faire rapport à la Chambre pour la bonne raison que nous attendons toujours certains rapports du groupe de travail que nous devons examiner tout en les complétant. Il ne s'agit nullement, à nos yeux, de faire traîner les choses en longueur. Nous sommes décidés à aller de l'avant.

* * *

LA POLLUTION

SAINT-AURICE—LE CAS DE L'INTERNATIONAL PAPER COMPANY

M. Raymond Rock (Lachine): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Ses fonctionnaires ont-ils l'intention d'intenter un procès à l'International Paper Company qui a déversé du liquide noir dans le Saint-Maurice, ce qui a fait mourir des milliers de poissons, surtout après que le ministre de l'Environnement du Québec, l'honorable Victor Golbloom, eut déclaré récemment qu'une telle question relève maintenant du gouvernement fédéral?